



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°444 du 12 au 18 octobre 2023



TRANSITION

UNE OPPOSITION SE DESSINE

Le report de la présidentielle semble être celui de trop. Il a entraîné une levée de boucliers des partis politiques et organisations de la société civile. Jusqu'où peut aller la protestation?

GRATUIT

Ne peut être vendu

L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

EAU MINÉRALE
DIAGO
NATURELLE



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ



ÉDITO

Une violence sans fin

Le monde a chaud chantait il y a trois ans le reggaeman ivoirien Tiken Jah Fakoly. Le monde, il est chaud littéralement, au propre comme au figuré. Des blocs se créent, s'opposent, s'affrontent, se détruisent. Ce schéma, nous le connaissons depuis des années, mais il ne change pas pour autant. Des rapports d'experts démontrent que les hommes meurent plus de la main d'autres hommes que de maladies ou de causes naturelles. C'est dire si toute cette violence, ancrée en nous, dirigée contre ceux que l'on considère comme « étrangers » ou encore « inférieurs », devrait nous pousser à nous questionner. Mais ces questionnements ne se font qu'au cas par cas, de manière furtive, quand survient une tragédie, avant qu'une nouvelle ne vienne la supplanter et avant que la lassitude ne détourne l'attention ailleurs. Cet énième épisode du conflit israélo-palestinien, enclenché depuis le 7 octobre, en est une illustration. Face à cela, l'impression de devoir nécessairement choisir un camp, d'être jugé ou catalogué en fonction de ce choix ou non choix. L'impression de défendre aveuglement une cause, un allié, en faisant fi de la violence engendrée. Au milieu de tout ça, oublier ce qui pourrait être l'essentiel, la souffrance de populations civiles qui n'ont rien demandé et qui meurent, dommages collatéraux d'une guerre sans fin. Plus de 70 ans sans solution politique convenable qui satisfasse les deux parties. Des déjà vus permanents qui se répètent, les obus et bombardements succédant aux périodes d'accalmie. Au final, un décompte macabre qui ne cesse de s'alourdir, une haine qui ne fait que croître, des générations entières qui baignent dans ce cycle de violences, qui le perpétueront. Jusqu'à quand ? Peut-être pour toujours. Si les hommes sont capables de grandeur, ils sont aussi mesquins, rancuniers et vindicatifs. Des défauts qui nous perdront.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

220 000

C'est le nombre de personnes aveugles au Mali, soit un taux de prévalence de la cécité estimé à 1,2%, selon le programme national de santé oculaire le 9 octobre 2023.

ILS ONT DIT...

• « Nous voulons aussi à travers cette alliance mettre en place une nouvelle approche pour établir la solidarité entre les pays en commençant par la question de la sécurité. En mettant en place cette sécurité et une nouvelle approche de l'intégration économique régionale entre les pays, nous voudrions établir aussi un nouveau paradigme en comptant d'abord sur nos propres ressources ». **Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali**, le 9 octobre 2023.

• « Une intervention humanitaire internationale est urgente. Un cessez-le-feu pour défendre les enfants israéliens et palestiniens est urgent. [...] Il faut que le Hamas libère les enfants israéliens qui ont été enlevés à leurs familles. Il faut qu'Israël cesse les bombardements pour que les enfants palestiniens et leurs mères quittent la bande de Gaza à travers la frontière avec l'Égypte ». **Luiz Inacio Lula da Silva, Président du Brésil**, le 11 octobre 2023.

UN JOUR, UNE DATE

15 octobre 1987 : Assassinat du président Burkinabé Thomas Sankara.



L'ancien buteur vedette de Manchester United, **Wayne Rooney** a été nommé mercredi 11 octobre au poste de manager de Birmingham City, en deuxième division anglaise, quelques jours après son départ de DC United, aux États-Unis.



L'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, **Arouna Modibo Touré** a été placé sous mandat de dépôt mercredi 11 octobre 2023 à la Maison centrale d'arrêt de Bamako. Il est inculpé dans l'affaire dite Securiport.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Un premier contingent de soldats français a quitté le Niger à bord d'un avion spécial le lundi 9 octobre 2023.

UN NOUVEAU TRAIN D'OPPOSANTS CONTRE LA TRANSITION

Le report sine die de la présidentielle de février 2024 semble être celui de trop. Soulevant une vague d'indignation et de refus au sein de la classe politique et de la société civile depuis son annonce le 25 septembre dernier, il pourrait être le déclencheur d'un nouveau train « d'opposants » à la Transition.

MOHAMED KENOVI

C'est loin d'être une surprise. Le report de l'élection présidentielle continue de faire des remous et de donner un regain nouveau à plusieurs entités politiques et de la société civile. En réaction à l'annonce du report de la présidentielle, le 25 septembre dernier, une « décision unilatérale des autorités de la Transition qui renvoie de facto à une autre prorogation de la Transition », qu'elle a condamnée, la Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS), avait décidé de « mobiliser tous ses militants, sympathisants et autres pour organiser dans les meilleurs délais la tenue d'actions patriotiques pour exiger la mise en place d'une transition civile, seule voie pour sauver la République ». Pour Youssouf Daba Diawara, Coordinateur général de la CMAS, selon des propos relayés par l'AFP, « cela fait plus de trois ans que la gestion de la Transition est confiée à des autorités militaires. Hélas, les raisons pour lesquelles le peuple malien est sorti pour combattre le régime de Ibrahim Boubacar Keïta n'ont pas pu être atteintes. Pour la CMAS, la faute incombe aux tenants du pouvoir ». La CMAS a annoncé dans la foulée la tenue d'une marche le 13 octobre 2023 pour demander la mise en place d'une transition civile. L'annonce de cette marche a suscité de nombreuses réactions. En réponse, le Collectif pour la défense des militaires (CDM), soutien affiché des autorités de la Transition, a rendu publique l'organisation d'un meeting à la même heure et avec presque le même itinéraire. Face au risque de confrontation et suite à une mission de

« bons offices » menée par le Président du Haut Conseil Islamique, Ousmane Madani Haidara, Mahmoud Dicko a finalement demandé à ses partisans d'annuler leur manifestation. Selon nos informations, le gouverneur n'a pas donné son autorisation pour la tenue de ces deux manifestations. D'après des analystes, même avec l'annulation, l'Imam Mahmoud Dicko a réussi son pari en captant pendant plusieurs jours l'attention des autorités et des Maliens. Les relations de l'Imam ne sont plus au beau fixe avec les autorités de la Transition depuis la prise de pouvoir du Colonel Assimi Goïta. L'ex « autorité morale », qui était très influente lors des premières heures de la Transition, a été écarté. Une mise à l'écart qui lui a laissé un goût amer.

Le Parena est dans la dynamique de constitution d'un bloc contre le report et pour la non candidature des tenants de la Transition.

Même s'il s'astreint à un certain silence, il arrive à l'Imam Dicko de lancer des piques, comme lors du forum de Bamako en 2022 ou encore deux jours avant la tenue du scrutin référendaire, lorsqu'il a harangué des partisans du non. Un analyste politique qui a requis l'anonymat ajoute : « le fait que les autorités de transition aient discuté avec la CMAS et obtenu l'annulation de la manifestation démontre qu'elles ne minimisent pas la capacité de mobilisation des partisans de l'Imam Dicko, même si cela ne peut plus atteindre les proportions d'il y a quelques années contre le régime d'IBK ». À en croire Jean-François Marie Camara, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des Sciences juridiques



De nombreux partis et organisations se sont prononcés contre le report de la présidentielle de février 2024 et s'affichent désormais dans une opposition.

et politiques de Bamako (US-JPB), la posture actuelle de la CMAS n'est pas surprenante. « Lorsqu'une transition dure trop, cela crée un sentiment de monotonie qui peut entraîner des frustrations. Et quand les élections sont toujours repoussées, il est normal d'aboutir à de tels mouvements. Il revient aux autorités de la Transition de revoir leur copie », affirme-t-il.

Bloc « anti-prolongation » ? Si jusque-là la Transition n'a pas fait face à une véritable opposition, cette nouvelle prolongation va changer la donne. À la marche de la CMAS étaient attendus des membres de l'Appel du 20 février, dont les principaux responsables, les magistrats Cheick Chérif Koné et Dramane Diarra, ont été récemment radiés de la magistrature. Cette nouvelle opposition germe alors que les tensions se cristallisent autour de la situation sécuritaire, du report de la présidentielle, de la vie chère et des nombreuses arrestations. « Le Parena est dans la dynamique de constitution d'un bloc contre le report et pour la non candidature des tenants de la Transition », confie Diguiba Keita dit PPR, Secrétaire général de la formation politique de l'ancien chef de la diplo-

matie malienne Tiébilé Dramé. « Il est fort probable qu'un bloc puisse se former contre les autorités de la Transition. Si elles ne parviennent pas à créer un climat de dialogue avec l'ensemble des forces vives de la Nation ou à organiser une table-ronde avec la classe politique et la société civile, cela peut créer d'autres tensions pouvant aboutir à des manifestations »,

met en garde pour sa part Jean-François Marie Camara. Mais, selon certains observateurs, une opposition à la Transition aujourd'hui aurait du mal à peser contre les autorités actuelles, engagées dans la « reconquête » de tout le territoire national. Un objectif dans lequel beaucoup de Maliens se retrouvent ». D'ailleurs, le Cadre d'échanges des partis et regroupements de partis politiques pour un retour à l'ordre constitutionnel, qui était considéré comme une opposition à la Transition, n'a jamais réussi à faire tourner le rapport de forces à sa faveur. Il s'est par la suite effrité. La Coordination des organisations de l'Appel du 20 février pour sauver le Mali a semblé un moment prendre le relais, sans grand impact non plus. Si un éventuel nouveau front d'opposition à la prolongation

REPÈRES

25 septembre 2023 :

Le gouvernement annonce le report de la présidentielle initialement prévue pour février 2024.

30 septembre 2023 :

La coordination des organisations de l'Appel du 20 février lors d'une conférence de presse fustige la décision et appelle à la mise en place d'une transition civile.

4 octobre 2023 :

La CMAS projette une manifestation le 13 octobre pour demander également la mise en place d'une transition civile. Elle sera annulée le 10 octobre à la demande de l'imam Mahmoud Dicko suite à plusieurs interventions.

de la Transition pourrait réunir tous les partis politiques ou organisations de la société civile qui se sont prononcés contre le report de la présidentielle, il pourrait dès le départ être confronté à un manque d'unité autour des exigences vis-à-vis de la Transition. En effet, au moment où certains prônent la tenue pure et simple des élections selon le chronogramme initial, d'autres optent plutôt pour la mise en place d'abord d'une transition civile qui organiserait plus tard les élections. « Le Parena ne maîtrisant pas le contenu de la transition civile,

se limite à une demande, voire une exigence de respect du calendrier annoncé et s'oppose à un report des élections », clarifie le Secrétaire général du parti du Bélial blanc.

Positions tranchées

La CMAS a été jusque-là la seule à vouloir organiser des manifestations contre la prolongation de la Transition, en demandant la mise en place d'une transition civile. Mais plusieurs autres partis ou regroupements de partis politiques et organisations de la société civile se sont eux aussi érigés contre le report de la présidentielle, initialement prévue en février 2024. Dans un communiqué au ton particulièrement virulent en date du 25 septembre, le parti Yeléma a mis les gouvernants en garde sur « les risques qu'ils font peser sur notre pays dans leur approche solitaire, non consensuelle, non inclusive, pour des objectifs inavoués ». Pour le parti de l'ancien Premier ministre Moussa Mara, cette nouvelle prolongation, en plus de violer la Charte de la Transition, « n'a fait l'objet d'aucune discussion interne entre les forces vives et ne saurait être une décision consensuelle ». Beaucoup de partis craignent que léger report ne devienne finalement « indéfini », alors que la Transition s'achemine

déjà vers ses quatre ans, et que cette énième prorogation n'isole encore plus le Mali. La Ligue démocratique pour le changement, de son côté, tout en désapprouvant et en condamnant sans équivoque cette « tentative de prise en otage de la démocratie malienne », a invité le gouvernement à renoncer à son projet et à « organiser l'élection présidentielle au mois de février 2024 comme déjà proposé aux Maliens et convenu avec la communauté internationale ». « Face à l'enlèvement évident de la Transition, la Ligue démocratique pour le changement fait appel à tous les Maliens, en particulier les acteurs politiques, à œuvrer pour l'organisation de l'élection présidentielle comme prévu, pour un retour à l'ordre constitutionnel », a écrit le parti de l'ancien ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, Moussa Sinko Coulibaly, dans un communiqué, le 26 septembre. La Coordination des organisations de l'Appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali plaide elle aussi pour la mise en place d'une transition civile. Lors d'une conférence de presse, le 30 septembre, elle a invité « les démocrates et républicains de tout bord et de tout horizon à rester mobilisés et debout comme un seul homme au secours du Mali en détresse jusqu'à l'installation d'une transition civile plus responsable, consciente de ses missions ».

Le M5-RFP Mali Kura, pour sa part, après avoir dénoncé cette décision « unilatérale », a rappelé « l'impérieuse exigence de respecter les engagements dans la mise en œuvre du chronogramme devant aboutir au retour à l'ordre constitutionnel ». Le ton est un peu plus mesuré au Rassemblement pour le Mali (RPM), qui a exprimé sa « profonde inquiétude et son étonnement de voir que le cadre de concertation mis en place pour un dialogue entre le gouvernement et les partis politiques n'ait pas été impliqué dans le processus de cette importante décision ». ■

3 QUESTIONS À



DR AMIDOU
TIDIANI

Enseignant-chercheur à l'université Paris XIII

1 Le report de la présidentielle va-t-il susciter une nouvelle opposition à la Transition ?

La contestation ne viendra pas tant du report de l'élection que de l'issue de l'opération sécuritaire en cours dans le nord du pays. Je pense que c'est surtout le résultat de cette opération qui va déterminer le rythme des hostilités politiques et sociales, à Bamako et dans le reste du pays.

2 La CMAS peut-elle être le fer de lance d'un éventuel nouveau front d'opposition ?

La CMAS à elle seule ne suffira pas à mobiliser de quoi faire trembler la transition en cours. Toutefois, elle peut servir de catalyseur à un rassemblement de forces revendiquant une alternative à la transition militaire. Sur ce point, la CMAS a effectivement une capacité de fédération en la personne de l'imam Mahmoud Dicko, qui, bien que contesté par une partie de l'opinion, reste quand même une personnalité susceptible de fédérer une partie de la classe politique dans une optique d'opposition au gouvernement en place.

3 Un éventuel bloc d'opposants à la prolongation de la Transition pourrait-il faire plier les autorités actuelles ?

Je pense que tout dépend des résultats sécuritaires. Si jamais le gouvernement arrive à obtenir un succès militaire fracassant dans le nord, avec un retour de l'armée à Kidal, cela fera taire toute possibilité de contestation politique à Bamako. Par contre, si jamais la situation se solde par un fiasco, tout échec militaire à Kidal aura des incidences politiques fortes à Bamako.

CADRE DES PARTIS ET REGROUPEMENTS POLITIQUES : QUE RESTE-IL DU MOUVEMENT ?

Mis en place par une soixantaine de partis et regroupements au lendemain de la prise du pouvoir par les militaires, en août 2020, le Cadre d'échanges des partis et regroupements politiques pour une transition réussie semble s'essouffler. Malgré son changement de nom pour devenir le Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel, le mouvement, qui ambitionnait de fédérer les énergies pour constituer un contrepoids aux autorités de la Transition, peine à exister dans un paysage politique en pleine reconstruction.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le cadre des partis ne tient plus de réunion depuis les divergences constatées en mars sur le projet de nouvelle constitution.

Il semble bien loin le temps où le Cadre revendiquait plus de 70 partis politiques, dont 3 regroupements de partis : EPM (24 partis politiques), Espérance Nouvelle Jigiy-Kura (21 partis), ARP (21 partis), 2 Mouvements politiques (Morema et ADRP) et « de grands partis politiques » comme Asma CFP, UM-RDA, Yelema et RDS.

Après avoir décidé de boycotter les Assises nationales de la refondation initiées par les autorités de la Transition, le Cadre a connu ses premières dissensions et plusieurs de ses membres ont pris des positions divergentes, mettant à mal l'unité du regroupement. Mais c'est la récente campagne pour l'adoption de la

nouvelle Constitution, votée lors du référendum du 18 juin 2023, qui semble avoir mis un terme au consensus au sein du mouvement.

Cadre vide ? Le Cadre des partis et regroupements politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel est doté d'un système de rotation de sa présidence.

Le Président en exercice a trois mois pour passer le flambeau à un autre pour la conduite des activités. Une présidence qui semble être moins formelle actuellement, tant le Cadre s'exprime peu, sinon pas du tout. « Présentement, le Cadre, bien qu'il existe, est en hibernation depuis le début de la campagne référendaire, où il n'y a

pas eu de consensus autour du mot d'ordre à donner aux militants », avoue Dr Laya Amadou Guindo, Président de l'Alliance démocratique pour le rassemblement du peuple (ADRP), membre du cadre. Étant entendu que c'est un cadre d'échanges, les sujets qui ne font pas l'unanimité sont laissés à l'appréciation des entités qui le composent, explique M. Guindo.

Ainsi, malgré les départs de l'ADEMA et de Yelema, entre autres, le « Cadre reste dynamique, avec des entrées et des sorties », comme tout mouvement, affirme M. Guindo. Ne pouvant pas s'exprimer au nom du Cadre, qui ne se réunit plus depuis longtemps, il tient à préciser que son parti reste opposé au report de l'élection présidentielle et invite les autorités de la Transition à respecter le chronogramme concernant les dates de l'élection présidentielle et la Charte de la Transition, seul document qui régit les autorités actuelles. ■

TRANSITION : L'« OPPOSITION » SE DESSINE

Plusieurs partis politiques ou mouvements de la société civile ont pris position contre la décision du report de l'élection présidentielle, s'affichant désormais dans une « opposition » pour la suite de la transition.

M5-RFP Malikura

Dans un communiqué le 27 septembre, le mouvement a dénoncé la décision « unilatérale » du report des élections et affirmé « l'impérieuse exigence de respecter les engagements » de la part de la transition.

Yelema

Dès le 25 septembre, la formation politique de Moussa Mara a protesté contre le fait que le report « n'a fait l'objet d'aucune discussion », insistant sur « le manque d'anticipation, l'incompétence » des autorités et leur « refus d'honorer leurs engagements ».

Parena

Pour le parti du bélier blanc « l'organisation d'élections est une question de volonté politique » et « certaines des raisons techniques évoquées pour justifier ce report pouvaient être évitées ».

Action Républicaine pour le Progrès (ARP)

La Coalition politique autour de l'UDD de l'ancien ministre Tiéman Hubert Coulibaly a exprimé sa « profonde inquiétude » suite au « léger report » des dates des élections de fin de transition.

Ligue démocratique du changement (LDC)

Le parti de Moussa Sinko Coulibaly a invité le gouvernement à « renoncer à son projet et à organiser l'élection présidentielle au mois de février 2024 comme déjà proposé aux maliens et convenu avec la communauté internationale ».

CODEM

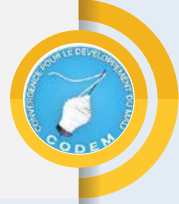
Le Secrétaire général adjoint du parti, Amadou Aya, a estimé c'était important « d'engager des discussions avec la classe politique pour sortir de la situation dans laquelle nous sommes ».

CMAS

La Coordination des mouvements, associations et sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko, catégoriquement opposé à toute prolongation de la transition exige la mise en place d'une transition civile.

PS Yeleen Kura

Pour le Président du parti, l'ancien ministre Amadou Koita, les raisons évoquées pour annoncer ce report « ne tiennent pas du tout ».



Consommer Sahel Infusion,
c'est consommer le Made in Mali.



LA RECONQUÊTE DE KIDAL EN MARCHÉ ?

Partie de Gao le 2 octobre dernier, la colonne militaire des Forces armées maliennes (FAMA), en route vers Kidal, poursuit son avancée. Alors qu'elle a repris le contrôle de la ville d'Anefis, à environ 112 km de Kidal, le 7 octobre, l'armée malienne est plus que jamais tournée vers la reconquête de ce bastion des ex-rebelles de la CMA, hors de contrôle de Bamako depuis plus d'une décennie.

LA RÉDACTION

Le calme avant la tempête. Après d'intenses combats les 4, 5 et 6 octobre, les forces armées maliennes, appuyées par des Russes, ont pris le contrôle le 7 octobre de la localité d'Anefis, une ville stratégique qui permet d'accéder à Tessalit, Aguelhoc et Kidal. La colonne des FAMA, qui a quitté Gao le 2 octobre vers la région de Kidal, a été la cible de plusieurs attaques de groupes terroristes. Depuis la reprise des hostilités avec la CMA, les autorités de la Transition ainsi que l'armée emploient indistinctement le terme « terroristes » pour désigner les ennemis qu'elles combattent. Selon des sources crédibles, les combats entre les FAMA et la CMA, appuyée par des éléments de GATIA fidèles à Fahad Ag Almahmoud, ont causé de nombreux morts et dégâts. Aucune des parties n'a communiqué le bilan de ses pertes. La colonne, composée de véhicules blindés et pick-up, plus d'une centaine,



Kidal est au centre de l'attention depuis qu'une colonne FAMA se dirige vers la région depuis le 2 octobre dernier.

certaines sources, Fahad Ag Almahmoud et ses hommes sont principalement stationnés aux alentours d'Anefis avec quelques éléments de la CMA. Le reste des troupes est replié sur la ville de Kidal, ainsi qu'à Aguelhoc et à Tessalit. En prévision de la reprise des hostilités, plusieurs combattants venus de Libye sont venus se joindre à la CMA. Ils ont apporté avec eux plusieurs armes, dont des missiles sol-air pour tenter d'abattre les avions des FAMA.

forces se préparent. « La CMA, qui a attaqué plusieurs camps le mois dernier (Bourem, Léré, Bamba, Dioura...), ne peut se permettre de perdre ses positions à Kidal », confie un analyste qui a requis l'anonymat. De leur côté, les autorités de la Transition, qui pourraient faire face à une contestation suite au report de la présidentielle, ont grandement besoin du gain politique que leur apporterait la prise des bastions de la rébellion, qui cristallise l'attention de beaucoup de Maliens. Selon des observateurs, de nouvelles batailles sanglantes et coûteuses s'annoncent. D'autant que se trouvent aussi dans cette zone les terroristes du JNIM, dont la collusion avec la CMA a été rapporté par de nombreuses sources, qui prendront certainement part aux différentes batailles. L'environnement devrait leur être favorable, notamment dans l'Adrar du Tigharghar, une montagne située entre Kidal et Tessalit qui a servi de sanctuaire aux terroristes d'Al Qaïda et d'Ansar Eddine en 2012, et qui est une cachette parfaite pour tendre des embuscades et prendre à revers une unité de combat.

Objectif Kidal Si l'objectif final reste l'occupation de l'emprise de la MINUSMA dans la ville de Kidal, programmée pour novembre, les FAMA doivent aussi, selon le calendrier, prendre possession des emprises de la mission onusienne à Aguelhoc et à Tessalit. Du fait de la situation sécuritaire précaire, les acteurs, aussi bien gouvernementaux que de la MINUSMA, se gardent de donner une date précise pour la reprise de ces camps.

Du fait de la situation sécuritaire précaire, les acteurs, aussi bien gouvernementaux que de la MINUSMA, se gardent de donner une date précise pour la reprise de ces camps.

escortés par des avions et des drones, a finalement eu raison de la résistance des groupes armés grâce à l'apport des vecteurs aériens. Le terrain plat et dégagé favorisait les frappes et offrait peu de possibilités aux assaillants de se couvrir. Désavantagés par le terrain et alors que leurs pertes s'accumulaient, ils ont été contraints d'abandonner Anefis. « Aujourd'hui, l'armée malienne occupe Anefis et ses alentours. La situation sécuritaire est sous contrôle mais reste toujours imprévisible », a confié dans la foulée un officier à la télévision nationale. Selon

EN BREF

COOPÉRATION : BAMAKO ET MOSCOU TOUJOURS PLUS PROCHES

Le Président de la transition, le Colonel Assimi Goïta, et le Président russe Vladimir Poutine ont de nouveau eu un échange téléphonique le 10 octobre 2023, au cours duquel ils ont évoqué le renforcement de la coopération au plan sécuritaire et de la lutte contre le terrorisme.

« J'ai évoqué avec le Président Poutine notre coopération dans les domaines économique, sécuritaire et de lutte contre le terrorisme. J'ai exprimé ma reconnaissance pour tout le soutien que la Russie apporte au Mali », a indiqué le chef de l'État malien. Selon le Kremlin, lors de cet échange, les deux dirigeants ont « confirmé leur volonté mutuelle de renforcer leurs liens commerciaux et économiques et de coopérer sur les questions de sécurité et d'antiterrorisme ». Les échanges téléphoniques entre Vladimir Poutine et Assimi Goïta se sont multipliés ces derniers mois. Le dernier en date remontait au 10 septembre dernier et les deux Présidents s'étaient entretenus sur les mêmes sujets mais aussi sur la crise nigérienne. ■ **M.K**

en direction de Tinzawatene, à la frontière avec l'Algérie, ou de Bordj Badji Moutar, sur le territoire algérien. C'est dans cette situation tendue que la composante FAMA celle et de la Plateforme des mouvements du 14 juin d'Alger du Bataillon des Forces armées reconstituées a quitté le 10 octobre le Camp 1 de Kidal pour celui de la MINUSMA. Le camp est depuis occupé exclusivement par la CMA. La MINUSMA précise qu'elle n'a pas évacué les 110 éléments mais qu'ils sont « venus » d'eux-mêmes. Rappelons qu'en février 2020, la première compagnie du Bataillon reconstitué de l'armée malienne (BAFTAR) est arrivée à Kidal. Depuis lors, cette armée, cantonnée dans son camp, n'a pas pu mener d'opérations. ■



PRÉSENTE

1^{ÈRE} ÉDITION

SYGMA

Salon de l'Imprimerie, du Graphisme et des Métiers de l'Art

SOUS LE COPARRAINAGE DU MINISTRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'IND. HÔTELIÈRE ET DU TOURISME ET DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

17 DU 18
AU
NOVEMBRE 2023

CICB
DE BAMAKO



INFOLINE • SPONSORING
+223 63 15 14 60

L'UNION AFRICAINE VEUT SON AGENCE DE NOTATION

L'Union africaine (UA) veut lancer sa propre agence de notation dès 2024. Les responsables de l'UA justifient cette décision par des notations, parfois « arbitraires », ne tenant pas compte du contexte réel. Une décision salubre pour de nombreux observateurs, mais dont la mise en œuvre concrète reste à déterminer.

FATOUMATA MAGUIRAGA

L'expert commis par l'UA estime que l'agence va produire ses propres évaluations des risques des prêts accordés aux pays africains en fournissant les informations relatives au contexte aux investisseurs. De janvier à juin 2023, 13 notations négatives, dont 7 étaient des dégradations et 6 des changements négatifs de perspectives, ont été attribués à 11 pays du continent. Durant la crise de Covid-19, 56% des pays africains ont vu leur note dégradée alors qu'au plan mondial ils étaient 31%. Sur les 32 pays notés par les 3 principales agences de notation internationales, Moody's, Fitch et Standard & Poor's, 30 sont classés dans la catégorie spéculative. Pour beaucoup, ceci est le reflet d'un impact hautement négatif, même si les agences assurent agir en toute objectivité.

Manque à gagner des « notes mal ajustées » :

75 milliards de dollars

Notation plus adaptée Saluant une « très bonne initiative », l'économiste Modibo Mao Makalou relève que les pays africains ont estimé que « la dégradation de leur notation était injuste ou en tout cas ne collait pas à la réalité », dans un entretien publié par Sputnik

Agusto : 1ère agence africaine, fondée en 1992

Bloomfield : 20 pays africains et 2 européens

la nécessité de disposer d'une agence de notation de crédit adaptée à l'Afrique qui prenne en compte les indicateurs



L'Union Africaine veut sa propre agence de notation.

Afrique le 15 septembre 2023. La création d'une agence de notation africaine se justifie donc par l'impact de la mauvaise notation sur les pays d'Afrique subsaharienne. Le nombre de pays à faible revenu

exposés à un risque élevé de surendettement dans la région est passé de 7 en 2013 à 12 en 2016. À l'exception d'un seul, les pays dotés de la cote de crédit souverain ont été déclassés en dessous de la catégorie dite « investment grade », ou crédit d'investissement. Ce qui dénote de la «

et les déterminants locaux, régionaux et contextuels de la solvabilité », ajoute la note conceptuelle de l'UA. Une fois déclassé, il faut en moyenne 7 ans pour retrouver sa place. Et la plupart des pays souverains « dévalorisés risquent de connaître une détérioration de leurs fondamentaux macro-économiques et une augmentation des coûts d'emprunt en devises ».

Pour les acteurs locaux, il faut renforcer le cadre institutionnel autour des agences existantes d'Afrique et encourager les États et les entreprises à se faire noter par les agences panafricaines pour atteindre un niveau satisfaisant en termes de volumes et de transactions, afin que Bloomfield ou encore Agusto émergent à côté des agences internationales. ■ **FM**

EN BREF

ZLECAF : LE SECRÉTARIAT PLANCHE SUR LE FONDS D'AJUSTEMENT

Le Fonds d'ajustement de la Zone de libre échange continentale a tenu la première réunion de son Conseil d'administration le 30 septembre dernier. Du 9 au 17 octobre 2023 à Kigali, au Rwanda, une série de réunions institutionnelles, dont l'atelier sur le Fonds d'ajustement de la Zlecaf, sont en cours pour définir les contours de plusieurs questions techniques. L'objectif de la session est de partager et de discuter des conclusions du rapport technique sur la quantification des pertes de revenus entre les participants des États parties et les experts et de rendre compte des progrès concernant la facilité du Fonds d'ajustement, précise le Secrétariat de la Zlecaf. C'est une étape importante dans la mise en place du Fonds, qui permettra d'offrir un soutien aux États afin d'atténuer la baisse de la mobilisation des recettes due à la réduction des tarifs et à booster les capacités de production sur le continent. En partenariat avec Afrexim-Bank, le Fonds devrait avoir une dotation initiale estimée de 5 à 10 milliards de dollars américains pour aider les États et les entreprises privées à faire face aux changements dans leur environnement commercial. ■ **FM**

Air France La reprise annoncée des vols annulée

Air France avait annoncé la reprise des vols à destination du Mali à partir du vendredi 13 octobre 2023. Mais ce 11 octobre, dans un communiqué, le ministère des Transports et des infrastructures a informé que la demande de reprise des vols formulée par la compagnie Air France était à l'étude. Les vols demeurent donc suspendus. Décidément, la crise politico-diplomatique n'a pas fini

d'interférer dans les relations économiques entre la France et le Mali. La reprise n'est pas encore effective, selon le communiqué des autorités maliennes, qui rappellent que la suspension avait été unilatérale. Air France avait suspendu ses liaisons avec le Mali le 7 août, suite au coup d'État au Niger, et l'avait justifié par des raisons sécuritaires. Selon la compagnie, la ligne aurait dû désormais

être exploitée par la portugaise Euro Atlantic Airways, à l'aide d'un Boeing 777-200 ER mis à la disposition du pavillon français, avec son personnel navigant. En lieu et place des 7 vols hebdomadaires vers Bamako, la compagnie prévoyait 3 vols directs chaque semaine (mardi, vendredi et dimanche). Air France serait en discussion avec les autorités du Burkina Faso, où les 5 vols hebdomadaires avaient également été

suspendus au même moment qu'au Mali. Pour la capitale du Niger, dont les autorités ont interdit le survol, la compagnie continue la suspension de ses vols jusqu'à nouvel ordre.

Air France est le principal opérateur aérien entre l'Europe et l'Afrique, desservant 33 destinations sur le continent et transportant plus de 3 millions de passagers par an, à l'exclusion de l'Afrique du Nord. ■ **FM**

Woyo Le "UBER" malien

Créée en 2020 et lancée officiellement en décembre 2022, Woyo est une entreprise qui développe et exploite des applications de mise en contact d'utilisateurs et de chauffeurs professionnels, avec une régie de transport intégrée. Elle met en avant son sens de l'innovation, sa créativité et son expertise en mise en relation et transport de particuliers et d'entreprises.

M. Oumar Diawara, 33 ans, Ingénieur, consultant, développeur Full stack et PDG de la startup, affirme que l'idée est née de plusieurs facteurs, notamment l'insécurité, le manque de confort et de qualité dans les transports, le retard technologique dans le domaine au Mali et la nécessité de digitaliser le secteur. Lui et son équipe ont voulu apporter des solutions en créant une plate-forme qui met en contact des chauffeurs professionnels et des particuliers. L'application Woyo offre une gamme variée de services : location de véhicules de longue et courte durée, avec ou sans chauffeur, contrats pour les déplacements privés et professionnels, dépôt et récu-

pération d'enfants à l'école, etc. Woyo propose aussi des réservations en ligne ou via une application mobile, des trajets vers les aéroports et les gares, des options de véhicules, des solutions pour les entreprises, y compris la gestion des flottes, et un partenariat avec des hôtels pour la gestion des déplacements de leurs clients.

Pour collaborer avec Woyo, il y a plusieurs conditions à remplir. Tout d'abord, il faut être un chauffeur professionnel et passer par un processus de recrutement qui comprend une enquête de moralité, un entretien technique et une mise en pratique pour évaluer les compétences tout en respectant les



Oumar Diawara est le promoteur de Woyo.



normes de service et de qualité Woyo. « Ce qui différencie Woyo des autres applications similaires, c'est notre engagement et notre volonté de contribuer à la digitalisation du secteur des transports dans le pays. Nous formons nos chauffeurs pour qu'ils offrent un service de qualité et nous sommes profondément enracinés dans la communauté malienne. Cela

se reflète dans notre approche unique et dans notre capacité à répondre aux besoins spécifiques de nos utilisateurs ».

L'application propose une offre cohérente, riche et variée, avec des solutions médias intelligentes afin de répondre au mieux aux besoins des clients. ■

YAYA BERTHÉ

À GAO ET TOMBOUCTOU, COMMENT S'ADAPTER AU COUVRE-FEU ?

Les couvre-feux instaurés à Gao et Tombouctou par les différents gouverneurs ont été prorogés le 9 octobre. Comment s'adaptent les populations et comment accueillent-elles cette prorogation ?

BERTHÉ YAYA



Le couvre-feu a été prorogé à Gao et Tombouctou.

Après l'attaque du bateau de la COMANAV en provenance de Gao le 7 septembre dernier, avec 49 morts civils et 15 militaires maliens, et l'attaque le lendemain du camp de Gao par des groupes armés terroristes, un couvre-feu nocturne a été instauré dans la ville de Gao jusqu'au 9 octobre, reconductible. Presque dans la foulée, à Tombouctou, alors que la ville est soumise à un blocus et cible de tirs d'obus de la part du JNIM, le gouverneur de la région, le Commissaire divisionnaire Bakoun Kanté, a instauré également un couvre-feu allant du 11 septembre au 10 octobre 2023, de 20h à 6h du matin. Ces mesures ont été prorogées alors que les populations essayent encore de s'adapter. À Tombouctou, elles ont été un peu allégées, passant de 20h à 21h. Même si elle est contraignante, la majorité des habitants de Tombouctou approuvent la décision, selon

des sources sur place. « La ville a besoin de sécurité, il faut moins de personne dans les rues, surtout la nuit, pour que les forces de l'ordre puissent faire leurs opérations de sécurisation à travers la ville », assure Tandina El Hadj Beyt'allah, blogueur de la Cité des 333 Saints. Il ajoute qu'il n'y a pas eu de

À Gao, où le couvre-feu dure de 22h à 6h du matin, avec un allègement de 2 heures par rapport au mois dernier, les commerçants soufflent un peu mais réclament plus.

grand changement dans les habitudes des Tombouctiens, « les gens s'habituent au couvre-feu, ils rentrent le soir à la maison avec des provisions ». À Gao, où le couvre-feu dure de 22h à 6h du matin, avec un allègement de 2 heures par rapport au mois dernier, les commerçants soufflent un peu

mais réclament plus. Souley Ibrahim, un résident de Gao, affirme que depuis l'instauration du premier couvre-feu « la sécurité de la ville s'est nettement améliorée. Il n'y a pratiquement plus d'enlèvements et les habitants se sentent plus en sécurité ». Abdoul Karim Samba, Président d'une association locale de la société civile, affirme qu'un seul cas de braquage a été recensé durant la période du premier couvre-feu. Si la mesure est appréciée sur ce point, elle n'enchant pas une partie de la population, surtout les commerçants et les boutiquiers, qui sont obligés de fermer leurs structures dès 21h ou 22h. Une situation intenable, qui joue sur l'économie de la ville, selon la même source, car il y a plusieurs petits commerçants qui ne gagnent réellement

que pendant la nuit. Avec le couvre-feu, il est difficile pour eux d'obtenir de quoi subvenir à leurs besoins.

La population des deux régions se dit résiliente, tout en espérant que cette situation ramène la sécurité et la paix sur leurs territoires. ■

EN BREF

DENGUE : LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DE SENSIBILISATION



Le site des déplacés de Séno a abrité le 10 octobre dernier le lancement de la campagne de sensibilisation et d'appui à l'investigation initiée par l'ONG Alliance Médicale contre le Paludisme - Santé Population (AMCP-SP/ALIMA) et son projet « Promotion des services de santé de base au Mali », en réponse à l'épidémie de dengue. Le lancement a été présidé par le Pr Mamadou Diallo, Médecin-chef du Centre de santé de référence (CSREF) de Sogoniko. Selon lui, pour lutter contre la dengue, il faut dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide et faire des fumigations en mettant de la fumée sur les différents sites des parasites. Il a expliqué le choix du site des déplacés de Séno par le fait qu'il est majoritairement composé de populations vulnérables, mais la campagne concerne toute la Commune VI. « La dengue est une maladie qui s'apparente fortement au paludisme et le seul élément de diagnostic est le dépistage par un test antigénique », a affirmé le Médecin-chef, ajoutant que sur les tests journaliers effectués le 9 octobre neuf cas de dengue ont été confirmés dans la commune. Le projet vise à renforcer les services de santé de base en garantissant une couverture de santé universelle dans les zones les plus vulnérables des districts sanitaires de Bamako et de la région de Ségou, précisément dans le district sanitaire de Niono, a déclaré le Dr José Pomme Parciekle, Représentant de l'OMS au Mali. La campagne de sensibilisation concerne se déroulera du 10 au 14 octobre 2023. ■ B.Y

ISRAËL - PALESTINE, UN CONFLIT QUI EXPLOSE

La situation est toujours très tendue entre Israël et la Palestine. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a évoqué une guerre « longue » contre le Hamas, qui a lancé samedi une offensive surprise d'une ampleur sans précédent.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le conflit a déjà fait des milliers de victimes depuis les premiers combats le samedi 7 octobre.

Quelques 300 000 réservistes ont répondu le 10 octobre à la mobilisation annoncée la veille par l'armée. Ils vont rejoindre, selon le quotidien Le Monde, les forces israéliennes qui se concentrent autour de Gaza, alors que l'armée a achevé lundi d'évacuer les résidents israéliens de cette zone. Elle assure que plus aucun membre du Hamas ne s'y trouve, après trois jours de combats. Mardi matin, l'armée a affirmé que 1 500 corps de combattants du Hamas avaient été retrouvés côté israélien. Dimanche, un commando était encore parvenu à émerger du nord de l'enclave. À présent, Tsahal entend imposer un siège total à Gaza : « pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'essence. Nous combattons des

animaux humains et nous agissons en conséquence », a affirmé le ministre de la Défense, Yoav Galant. Le bilan de l'attaque du commando palestinien ne cesse de s'alourdir : il s'élevait mardi à 900 morts. La campagne massive de frappes israéliennes, accélérée depuis dimanche à Gaza, a fait près de 700 morts et 2 millions de palestiniens vivent à Gaza sont soumis aujourd'hui à un blocus total. Le Hamas retient en otage plusieurs Israéliens, 130 selon les responsables du mouvement. Il a annoncé qu'il en exécuterait certains à chaque fois qu'Israël effectuera des bombardements sans avertissement. Face à cette situation très tendue, les réactions à l'international se multiplient. Plusieurs pays occidentaux ont condamné

l'offensive du Hamas et apporté leur soutien à Israël. Les États-Unis ont commencé le 8 octobre à envoyer de l'aide militaire à leur grand allié. L'Union Européenne va revoir son aide au développement en faveur des Palestiniens. De son côté, l'Union Africaine, à travers son Président, appelle la communauté internationale, les grandes puissances en particulier, à assumer leurs responsabilités pour « imposer la paix et garantir les droits des deux peuples ». Lors d'une rencontre au Kremlin avec le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani, Vladimir Poutine a déclaré qu'il jugeait « nécessaire » la création d'un État palestinien. Le Président russe a aussi assuré que ce conflit démontrait « l'échec » de la politique des États-Unis au Moyen-Orient. Dans plusieurs pays arabes, si les gouvernements évitent de s'exprimer publiquement sur la question, des populations ont manifesté leur soutien aux Palestiniens. Les Émirats Arabes unis et Bahreïn, deux pays du Golfe qui ont normalisé leurs relations avec Israël, se sont distingués en condamnant la prise de civils israéliens en otages. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ÉTATS-UNIS : JOE BIDEN INTERROGÉ DANS UNE ENQUÊTE

Joe Biden a été interrogé dans l'enquête sur une série de documents officiels confidentiels trouvés dans un ancien bureau ainsi que dans sa maison familiale, a fait savoir la Maison Blanche lundi. L'interrogatoire, qualifié de « volontaire », s'est déroulé dimanche et lundi, selon l'Exécutif américain, qui indique que « le Président et la Maison Blanche coopèrent » avec l'enquête menée par un Procureur spécial. Fin 2022, une série de documents confidentiels, dont le nombre exact et la teneur restent inconnus, avaient été trouvés soit dans un bureau qu'occupait Joe Biden dans un cercle de réflexion de Washington, soit dans sa maison de Wilmington, dans le Delaware. Ces documents remontent à la Vice-présidence du Démocrate (2009-2017) et à ses trois décennies au Sénat, au cours desquelles il s'est beaucoup occupé de politique étrangère. Ces découvertes ont plongé la Maison Blanche dans l'embarras car elles évoquent, malgré de nombreuses différences, l'affaire d'archives officielles emportées en grand nombre en Floride par l'ancien Président républicain Donald Trump. La loi aux États-Unis oblige les Présidents et les Vice-présidents à transférer l'ensemble de leurs documents officiels, communications et autres notes aux Archives nationales. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

YOROSSO ET BANAMBA : CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Ce 11 octobre 2023, une campagne de vaccination contre la Covid-19 a démarré dans le cercle de Yorosso. Organisée par le district sanitaire de la ville, en partenariat avec l'ONG Keneya Sinsi Walé, elle durera dix jours. La même activité se déroule dans le district sanitaire de Banamba et y continuera jusqu'au 20 octobre prochain, selon le Comité local de lutte contre la Covid-19. 13 800 personnes âgées de 18 ans et plus seront vaccinées. Pour améliorer l'accès aux vaccins contre la Covid-19 au Mali, l'UNOPS collabore avec le Gouvernement du Mali et la Banque mondiale pour soutenir les efforts en faveur de la vaccination contre la maladie à coronavirus. En vue de soutenir la mise en œuvre de ce plan, l'UNOPS travaille en partenariat avec le ministère de la Santé dans le cadre d'un projet financé à hauteur de 12,2 millions de dollars par la Banque mondiale. ■ Y.B

Angola Plus de 100 manifestants arrêtés

La question du pouvoir d'achat met l'Exécutif sous pression en Angola. Plus de 100 personnes, notamment des femmes et des personnes âgées, ont été arrêtées par la police dans l'est du pays à la suite de manifestations antigouvernementales, ont indiqué dimanche les autorités locales. Les manifestants protestaient contre le gouvernement, le coût de la vie, la corruption et la défaillance des services publics. Selon les autorités de la province orientale de Lunda Sul, ils ont agi en « rébellion » en lançant des pierres et des objets tranchants et en endommageant deux véhicules de la police. En conséquence, « 132 personnes ont été arrêtées, dont 92 hommes âgés d'entre 18 et 78 ans, ainsi que 45 femmes

de 19 à 58 ans », selon un communiqué du ministère local de l'Intérieur. Début août, Human Rights Watch avait accusé la police angolaise d'avoir tué une quinzaine de militants hostiles au pouvoir depuis janvier. Les forces de sécurité du pays sont aussi accusées d'avoir procédé à des centaines d'arrestations et détentions arbitraires, selon l'ONG. L'Angola, riche en pétrole, a connu une vague de manifestations depuis l'impopulaire décision du gouvernement de couper les subventions aux carburants en juin, ce qui a fait grimper les prix à la pompe. Cette mesure est destinée à réduire les dépenses publiques dans un contexte de baisse des revenus pétroliers qui affaiblit la devise nationale, le kwanza. ■

RENCONTRES AMICALES : LES AIGLES DÉJÀ DANS LA PRÉ-CAN

À quatre mois du début de la Coupe d'Afrique des Nations, les équipes peaufinent leur préparation. Les Aigles doivent livrer deux rencontres amicales les 13 et 17 octobre prochains.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le sélectionneur national **Eric Sékou Chelle** répondant à la presse.

Les tests auraient pu être très révélateurs. Il y a un mois, le Mali devait affronter la Côte d'Ivoire, pays hôte de la prochaine CAN, et le Sénégal, champion en titre. Deux rencontres face à des équipes qui sont des places fortes du continent et qui auraient permis aux hommes d'Eric Sékou Chelle de se jauger face aux meilleurs. Le match face à la

Côte d'Ivoire a bien eu lieu le 12 septembre dernier, en partie, car arrêté à la mi-temps suite aux fortes pluies qui avaient rendu la pelouse du stade Alassane Ouattara, qui accueillera le match d'ouverture et la finale de la CAN, impraticable. Ce 13 octobre, les Aigles devaient se mesurer aux Sénégalais. Mais ce match a aussi été annulé, les responsables évoquant des contraintes

de calendrier. Si ces arguments n'ont pas convaincu grand monde, les sélections ont dû en prendre acte. Eric Sékou Chelle et ses hommes affronteront ce vendredi l'Ouganda au Stade du 26 mars de Bamako. Cet adversaire au jeu physique n'est pas qualifié pour la CAN 2024. Le Mali jouera quatre jours plus tard contre l'Arabie Saoudite, adversaire ambitieux qui vient de donner une nouvelle dimension à son championnat et de nommer à la tête de sa sélection nationale l'expérimenté italien Roberto Mancini. Si le sélectionneur malien vise la victoire et la possibilité d'identifier un projet de jeu, ces rencontres ne devraient pas s'avérer déterminantes. En sus, M. Chelle, qui depuis sa nomination s'appuie sur une ossature bien définie, devra faire sans plusieurs cadres blessés. Adama Traoré « Malouda », El Bilal Touré, Sékou Koita, Massadio Haidara, Lassana Coulibaly sont en effet forfaités. Fousseini Diabaté a donc été rappelé par le sélectionneur dans sa liste des 27.

Cap sur novembre Les matchs d'octobre serviront de mise en jambes aux Aigles pour attaquer ceux de novembre avec panache. Le Mali défiera le Tchad et la Centrafrique lors des deux premières journées de qualification à la Coupe du monde 2026. Des matchs à enjeux face à deux adversaires qui ne sont pas des foudres de guerre mais peuvent poser problèmes. Après, les Aigles pourront se tourner se-
reinement vers la CAN, du 13 janvier au 11 février 2024 en Côte d'Ivoire. ■

Équipes de jeunes russes L'UEFA rétropédale sur leur réintégration

Un temps envisagée par l'UEFA, la réintégration des équipes russes de jeunes ne se fera finalement pas. « Aucune solution technique n'a pu être trouvée pour permettre aux équipes russes de jouer », a confirmé ce mardi un porte-parole de l'instance européenne. Une décision saluée par la Fédération ukrainienne, qui s'est montrée « reconnaissante » autant qu'elle que prête à « combattre » de futures tentatives de la Russie de retrouver sa place dans le monde du football. Le 26 septembre dernier, l'UEFA avait pourtant annoncé son intention de lever partiellement l'embargo autour du football russe, qui existe depuis le 28 février 2022 et qui fait suite à l'invasion de l'Ukraine. Elle avait alors justifié sa volonté de réintégrer les équipes féminines et masculines de moins de 17 ans par le souci de ne pas « punir » les enfants. ■



B.S.H

CARTONS DE LA SEMAINE

Le Séville FC a annoncé l'arrivée de **Diego Alonso** comme entraîneur en remplacement de José Luis Mendilibar, limogé dimanche. L'ex-sélectionneur de l'Uruguay, 48 ans, s'est engagé en Andalousie jusqu'à la fin de la saison et devient le 4ème technicien sur le banc du club en un peu plus d'un an.

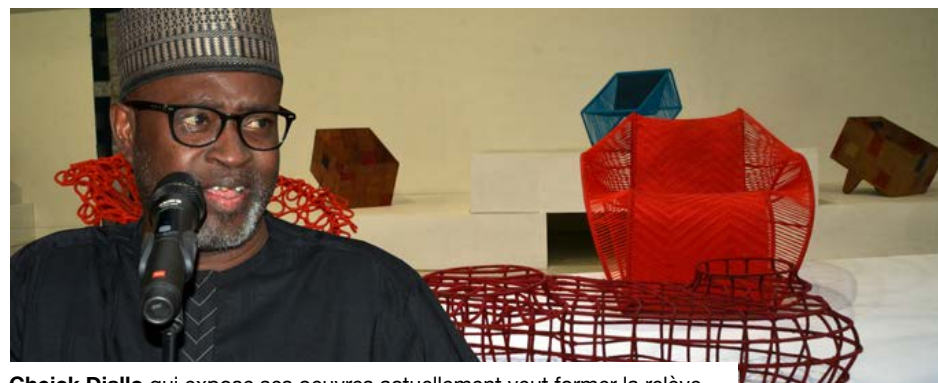
Le club français de football d'Orléans (National, 3ème division) a annoncé mardi qu'il suspendait de ses fonctions son entraîneur, l'ancien international **Bernard Casoni**, visé par une enquête interne, ainsi que par une enquête judiciaire, pour des accusations de racisme.

Donnez votre avis
sur **Journal du Mali**

DESIGN : « TISSER LES LIENS, TISSER L'AVENIR »

Cheick Diallo expose ses œuvres depuis le 7 octobre 2023 au Musée national du Mali. Après une dizaine d'années sans exposition ici, le designer franco-malien souhaite avec « Tisser les liens, Tisser l'avenir » associer les différents acteurs et impliquer davantage la nouvelle génération dans l'appropriation de notre savoir-faire.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Cheick Diallo qui expose ses œuvres actuellement veut former la relève.

« C'est toujours une joie d'avoir une exposition, surtout celle d'un grand maître », se réjouit M. Daouda Keita, Directeur Général du Musée national du Mali. Un travail qui traduit « l'ingéniosité » d'un artiste qui associe l'utilisation de matériaux de récupération et le travail avec des artisans inconnus. Une formidable façon de rendre « utile » ce qui est « inutile » et de sauver notre environnement et donc notre vie. Le Directeur du Musée y voit une opportunité pour chacun « d'être utile à notre

société ». L'exposition, qui se tient dans le cadre d'un partenariat public privé entre la structure étatique et le designer, est aussi une occasion d'observer ce que chacun peut apporter afin de « transmettre correctement » pour ne rien regretter demain. « L'esprit de l'exposition, c'est de démontrer que le savoir faire artisanal malien peut servir le design, en l'occurrence la vie contemporaine. Ce qui a été réalisé l'a été au Mali et avec des artisans peu qualifiés », a expliqué Cheick Diallo.

Rendre le design plus accessible « Parce qu'il y a des talents ici qui, grâce à une vision et des moyens, peuvent faire décoller la production nationale », justifie-t-il. L'apport du designer est donc de s'approcher des artisans, de guider leur savoir-faire et de leur proposer de nouveaux projets contemporains destinés aux Maliens. « Si nous pouvons occuper ou orner nos espaces avec des objets venus d'ailleurs, il nous faut changer le regard de nos concitoyens pour apprendre à regarder ce que nous avons sur place », suggère-t-il. À l'exemple du fer à béton, « magnifié avec des filets de pêche », dans un fauteuil qui n'a rien à envier aux plus modernes. Parce qu'il s'agit de créer notre propre modernité, de tisser du coton avec d'autres matériaux, comme des cordes, ou encore de réaliser une table avec du papier à ciment. Le cuir est aussi utilisé avec une technique de teinture sur textile transférée sur cette matière, avec un résultat juste magnifique.

L'objectif de Cheick Diallo est de tisser les liens, car « un designer ne travaille pas seul ». Chaque acteur joue sa partition. Son rôle est de « guider la main du tisserand, d'orienter le fruit de sa dextérité vers d'autres destinations ». Pour mettre cet art au service du grand public, un projet sera lancé et impliquera des jeunes designers afin qu'ils se sentent concernés, apprennent le métier et assurent la relève. ■

INFO PEOPLE

LA SUPPOSÉE
MAÎTRESSE DE
DAVID BECKHAM
BRISE LE SILENCE



Dans le documentaire événement Netflix consacré à leur vie, David et Victoria Beckham reviennent sur la supposée liaison entre le footballeur et son ancienne assistante Rebecca Loos. Dans plusieurs interviews à la presse britannique, elle avait affirmé avoir eu des relations intimes avec le footballeur. Une liaison que le sportif a toujours fermement niée, mais qui a eu une de lourdes conséquences sur son couple. Alors qu'elle fait l'objet de nombreuses critiques en raison de cette supposée liaison, Rebecca Loos a pris la parole sur ses réseaux sociaux. L'ancienne assistante du footballeur n'a pas souhaité répondre directement sur la véracité de sa liaison avec la star mais a tenu à remercier tous ceux qui la soutiennent en ces temps difficiles.

DRAKE MET SA
CARRIÈRE EN
PAUSE



Alors qu'il venait de sortir son nouveau projet For All The Dogs, Drake a fait une annonce surprenante. Le rappeur canadien a décidé de mettre sa carrière en pause. Âgé de 36 ans, il a annoncé qu'il s'éloignait de la musique pour régler des problèmes de santé qui le torturent depuis longtemps. « Je dois avant tout me concentrer sur ma santé et me remettre sur pied. J'ai les problèmes d'estomac les plus fous depuis des années », a-t-il déclaré. Si Drake a affirmé que ce n'était « rien de grave », il a quand même décidé de mettre sa carrière de côté histoire de revenir plus fort. Pour le moment, l'artiste n'a pas donné de date à son public.

Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journalmali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journalmali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki
HAÏDARA - Mohamed KENOUI -
Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journalmali.com
contact@journalmali.com



POUR TOUTE LA FAMILLE, POUR TOUTE LA VIE.



SMARTMEDIA | MALI

DENWSININIESIGI

**Parce que vos enfants
seront toujours votre priorité**

DENWSININIESIGI est à la fois une épargne et une assurance vie destinées à vous permettre de préparer, quelles que soient les circonstances, l'avenir de vos enfants. Il s'agit de la meilleure réponse à vos inquiétudes quant au devenir de vos enfants.

www.sonavie.com

Tél. : +223 20 29 54 00 | Fax : +223 20 29 55 01 | E-mail : sonavie@sonavie.com
Imm. SONAVIE | BPE 2217, ACI 2000 | Bamako - Mali